

les nouvelles de
Survival

A propos des
Dongria

Les Sámi, un peuple
gênant?

Quand la musique
s'arrêtera. Les
Jumma du
Bangladesh

Vivre sans eau. Les
Mikea de
Madagascar

90

mai 2014





En couverture : Fillette dongria © Jason Taylor/Survival

les nouvelles de **Survival**

Les Nouvelles de Survival n° 90, mai 2014
Prix de ce numéro : 4 € abonnement : 15 €
Directeur de la publication : J.-P. Razon
Rédaction : D. Dauzier, L. Escartin, J.-P. Razon
Imprimerie : Corlet, Condé-sur-Noireau
ISSN : 1154-1210 CP : 1009G89188
Dépôt légal : 2ème trimestre 2014

© Survival International (France)
Association reconnue d'utilité publique
Illustration couverture : Fillette dongria
© Jason Taylor/Survival

Le supplément de l'impression en quadrichromie de ce numéro est généreusement offert par notre imprimeur.

Ce numéro peut être lu en ligne ou téléchargé en format PDF à l'adresse suivante :
www.survivalfrance.org/actu/publication

Survival International France

18 rue Ernest et Henri Rousselle
75013 Paris
T 33 (0)1 42 41 47 62
info@survivalfrance.org

Survival aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir



PARIS LONDRES MILAN MADRID BERLIN AMSTERDAM SAN FRANCISCO

www.survivalfrance.org

Edito

Il subsiste encore parmi une frange importante de la population une façon intolérable de regarder les peuples indigènes aujourd'hui, les assimilant à des êtres qui n'auraient pas évolué, qui seraient restés au stade de la primitivité et de la barbarie. Une manière de percevoir l'autre lointain qui n'aurait pas progressé depuis l'ère coloniale et à laquelle s'accrochent ceux qui ne veulent voir en eux que les reliques exotiques d'un passé révolu. C'est aussi le cas de certains gouvernements contemporains qui, comme le Botswana, met en avant ses 'sauvages', en l'occurrence les Bushmen du Kalahari – dont par ailleurs il dénonce la barbarie – pour promouvoir un tourisme de luxe sur leurs terres dont il les a expulsés. Et pourtant, au fil des siècles, ces peuples ont su développer des cultures nourries d'expériences aussi anciennes et élaborées que les nôtres, mais autrement orientées. Et, contrairement à nous, qui pillons sans vergogne les dernières ressources de la planète, ils ont su préserver la nature de laquelle et dans laquelle ils vivent. Comme le dit ici l'arrière-petit-fils de Darwin, *'Considérer les peuples indigènes comme des gens primitifs et arriérés c'est faire soi-même preuve d'une mentalité arriérée'*. Il reste encore du chemin à faire à une organisation comme la nôtre pour combattre de tels préjugés.

Sommaire

- 3** A propos des Dongria
Entretien avec Félix Padel
- 8** Les Sámi, un peuple gênant?
- 10** Quand la musique s'arrêtera... Quel avenir pour les Jumma du Bangladesh?
Elodie Simon & François Cazenave
- 12** Vivre sans eau : les Mikea de Madagascar
Marie Le Coze
- 14** Echos des campagnes
- 16** Action urgente : Les Ayoreo du Paraguay

À propos des Dongria

Entretien avec Félix Padel, arrière-petit-fils de Darwin



Félix Padel

Dans ce qui a constitué une victoire historique pour la tribu des Dongria Kondh, en Inde, les autorités indiennes ont annulé en janvier dernier le projet dévastateur du géant minier britannique Vedanta Resources qui menaçait d'ouvrir une mine à ciel ouvert sur leur montagne sacrée sans même obtenir leur consentement. Cette décision faisait suite à une série de consultations des villages dongria kondh affectés qui s'opposèrent unanimement au projet minier. Cet entretien que nous a accordé l'anthropologue Félix Padel a été mené peu de temps avant que ne tombe la décision d'interdire la mine. Il travaille avec les tribus de l'Etat d'Orissa, à l'est de l'Inde, et plus particulièrement avec les Dongria Kondh. Il est l'arrière petit-fils de Charles Darwin et vit dans un village isolé de l'Orissa. Dans cet entretien, il évoque l'étroite relation des Dongria Kondh avec leurs montagnes, leur lutte héroïque contre la compagnie minière britannique Vedanta et aborde la question de la théorie de l'évolution chère à son illustre aïeul.

Survival *Qu'est-ce qui vous a donné l'envie de vivre et travailler avec les Dongria Kondh?*

Félix Padel Il n'est pas facile d'expliquer comment commencent de telles collaborations. J'ai été attiré par la beauté des paysages, des collines et des torrents mais surtout par l'humour, les danses et la beauté de ce peuple.

Parlez-nous de la relation des Dongria Kondh à leur montagne sacrée Niyamgiri?

Les Dongria observent le 'nyam', la règle traditionnelle qui consiste à ne prélever que le strict nécessaire de la nature. Leur religion est fondée sur le respect du monde naturel. Pour les Dongria, il est inconcevable d'abattre la forêt au sommet des montagnes, en particulier celle de Niyam Dongar.

Le dieu suprême des Dongria est Niyam Raja – le 'roi de la loi'. Pour eux, respecter la loi implique de préserver la nature et en particulier les forêts situées au sommet du Niyam Dongar, la demeure de Niyam Raja. Ils comprennent peut-être mieux que certains scientifiques que les forêts situées au sommet de la montagne retiennent l'eau, permettant un écoulement pérenne, l'une des

caractéristiques les plus marquantes de la région du Niyamgiri. En absorbant les pluies de la mousson, le dépôt de bauxite au sommet du Niyam Dongar joue le rôle d'une éponge. Il les retient et les laisse s'écouler doucement tout au long des mois chauds d'été. Lorsque cette strate de bauxite est exploitée, comme cela a été le cas à Panchpatmali, au sud-ouest de Niyamgiri, les torrents permanents s'assèchent.

Quand les Anglais ont effectué les premiers prélèvements de bauxite dans l'Orissa, au début des années 1900, ils nommèrent la base rocheuse 'Khondalite', en honneur à la relation des Kondh avec ces montagnes.

Sur toutes les montagnes où l'on trouve de la bauxite, une trentaine dans la région, vivent des communautés tribales (principalement kondh) prêtes à mourir pour protéger leurs montagnes.

Dans les années 1940, une enquête officielle fut effectuée auprès des Dongria sur leur religion. Ils donnèrent pour seule réponse : 'Dongar', la 'montagne'. D'autres peuples indigènes, en Amérique du nord par exemple, ressentent également cette intime connexion avec leurs montagnes, les percevant comme source de fertilité et de vie. Comme le dit une femme dongria : 'Nous avons besoin de la montagne et la montagne a besoin de nous!'

Quelles sont les plus grandes menaces auxquelles sont confrontés les Dongria Kondh?

Le gouvernement de l'Etat d'Orissa a récemment interdit le tourisme dans les tribus qui amenait régulièrement des visiteurs à Niyamgiri depuis Puri, une ville côtière. Cette interdiction a tout d'abord été demandée par des maoïstes qui



Kalia, un Dongria Kondh, devant la colline de Niyamgiri © Lewies Davies/Survival

avaient kidnappé un couple de touristes italiens.

Ces excursions étaient avilissantes pour les Dongria qui étaient payés pour danser devant les touristes. Mais aussitôt après que l'interdiction fut prononcée, les villages furent perquisitionnés par le CRPF (forces de police de la réserve centrale) qui, en apparence, recherchait des maoïstes. En réalité, le CRPF intimidait la population afin qu'elle accepte les projets miniers de Vedanta.

Les membres du CRPF ont depuis ouvert le feu sur les villageois pour les terrifier. Ils ont exercé de fortes pressions sur les Dongria, allant jusqu'à les attacher aux arbres dans leur campement pour les interroger. Ils mènent régulièrement des incursions dans les villages, traitant les Dongria avec beaucoup d'irrespect.

Selon des sources dignes de foi, Vedanta organisait des banquets pour la police lorsqu'elle visitait les villages dongria. Le gouvernement devrait veiller à ce que la police respecte les Adivasis [du sanscrit 'habitant originaire', terme dé-

signant les peuples autochtones de l'Inde, ndlr] et mettre fin à l'impunité de ceux qui les maltraitent ou agissent de manière injuste à leur égard.

A propos du 'tourisme tribal', je suis certain que de nombreux voyageurs aimeraient avoir un comportement bienveillant vis-à-vis des autochtones. Il faudrait mettre en place un système qui permettrait aux Dongria et aux autres tribus d'avoir le plein contrôle du tourisme sur leur territoire.

Après le vote historique des villages [la Cour Suprême indienne a ordonné en avril 2013 la consultation des communautés affectées par le projet de Vedanta. 12 villages votèrent contre la mine, ndlr], les menaces d'exploitation minières ont diminué. Mais nous savons d'expérience que les compagnies minières ont tendance à laisser patiemment venir les choses et à manipuler les communautés locales pour les diviser. Les Dongria le savent bien qui ont heureusement développé un fort sentiment de confiance mutuelle et de solidarité.

Quel impact aurait la construction d'une mine à ciel ouvert sur les Dongria Kondh?

Les Dongria en entendent les conséquences mieux que quiconque. Les hommes de Vedanta eux-mêmes ont emmené plusieurs Dongria visiter la mine de bauxite de Nalco, à Panchpatmali. Sur le chemin de la mine, tout au long d'une route abrupte, on peut voir des dizaines de panneaux prometteurs appelant à la préservation de la nature et à la 'restauration' de la forêt une fois l'exploitation minière terminée. Malgré ces promesses, quiconque ayant vu Panchpatmali ne peut se faire des illusions.

La 'restauration' de la forêt ne consiste qu'à planter des eucalyptus, là où il y avait une forêt luxuriante. La compagnie minière avait pourtant promis une forêt encore 'plus belle qu'avant'!

Les Dongria Kondh qui vivent au pied de la montagne de Panchpatmali insistent fortement sur le fait que les cours d'eau réguliers se sont asséchés. Leur vie s'est transformée en enfer. Ils montent au sommet de la montagne et travaillent

dans la mine de bauxite pour un salaire dérisoire. La forêt a disparu sur des kilomètres à la ronde.

De même, la vie des Baiga et des Gond qui vivent autour des mines de Chattisgarh, où Vedanta extrait une grande part de sa bauxite, s'est considérablement dégradée.

Les Dongria sont déjà affectés par les nuisances sonores et lumineuses de la raffinerie de Lanjigarh de l'autre côté du Niyam Dongar. Si on exploitait le gisement de Niyam Dongar, cela aboutirait à la destruction de l'écosystème soigneusement géré de Niyamgiri.

Quel serait l'impact environnemental d'une telle entreprise minière?

Les cours d'eau commencent à manquer et à s'assécher. La pollution et son impact sur la faune sauvage affecteraient gravement le mode de vie des Dongria. Ils sont d'ailleurs très conscients de cela.

Parlez-nous des méthodes agricoles des Dongria Kondh et de la connaissance qu'ils ont de leur environnement?

On estime qu'un Dongria moyen connaît au moins 400 plantes sauvages, utilisées pour l'alimentation ou leurs propriétés médicinales. Lorsque vous marchez dans un village dongria, il est difficile de faire la différence entre la forêt, les jardins ou les champs, les arbres fruitiers se confondant avec la forêt.

On y trouve des jacquiers, des manguiers, des bananiers, des papayers, des orangers et toutes sortes d'arbres fruitiers. Et des ananas à foison. Cette abondance a été amplement décrite par Gopinath Mohanty – un célèbre écrivain originaire de l'Etat d'Orissa qui a publié de merveilleux romans et nouvelles sur les tribus et qui fut nommé administrateur gouvernemental dans la région dongria dans les années 1960, une fonction qu'il a remplie avec une grande sensibilité.

Les Dongria pratiquent l'agriculture sur brûlis et cultivent une immense variété de plantes alimentaires sur les pentes raides des collines (mais jamais au

sommet). Ils maintiennent un bon niveau de vie grâce à l'agriculture et à la vente de fruits et de bien d'autres produits.

Qui plus est, ils ne prélèvent que le strict nécessaire de la nature. Cette attitude est la clé d'une relation réelle et durable avec notre environnement naturel basée sur la limitation de la prédation.

Comme le disait il y a quelques années Lodu Sikoka [président de Niyamgiri Surakhya Samiti, l'organisation fer de lance des mouvements contre la mine, ndlr] lors d'une réunion publique : 'Certains voient les gisements situés au sommet du Niyamgiri sous la forme de millions de roupies y restant inutilisées – mais ce n'est pas de l'argent, c'est notre



Fillette dongria © Jason Taylor/Survival

Maa Baap [mère et père] qui nous nourrit, et nous mourrons s'il le faut pour le défendre!

Les Pauri Bhuiya

Il existe une autre tribu qui lutte pour sauver sa montagne et son histoire menacée. Comme les Dongria Kondh, les Pauri Bhuiya sont identifiés en Inde en tant que 'groupes tribaux particulièrement vulnérables'. Ils vivent dans la chaîne montagneuse de Khandadhara dans le district de Sundargarh au nord de l'Etat d'Orissa, où POSCO [4ème

producteur mondial d'acier, basé en Corée du Sud, ndlr] et d'autres compagnies minières veulent y exploiter des gisements de fer et de manganèse. A Khandadhara, la plus haute chute d'eau de l'Etat d'Orissa s'écoule spectaculairement sur le flan de la montagne – le plus beau site que je connaisse.

Les Pauri Bhuiya sont cependant beaucoup plus réservés que les Dongria et moins agressifs face aux intrusions. Ils ouvrent des jardins dans la forêt où ils cultivent des arbres fruitiers comme les Dongria, mais l'office des forêts s'efforce depuis des années de les déplacer au bas des montagnes, les installant dans des villages de plaine misérables, sous prétexte que leur méthode d'agriculture détruit la forêt.

La réalité est effectivement tout autre. Ces dernières années, la compagnie Kalinga Commercial Corporation Ltd a implanté dans les collines ce qui est probablement la plus grande mine d'Orissa, Kurmitar. Des centaines d'ouvriers y extraient chaque jour des quantités de fer et de manganèse qui sont ensuite exportées en Chine et en Corée du Sud.

L'un des 24 sommets de la chaîne du Khandadhara a été entièrement rasé, il n'y a plus trace de forêt ni de couche arable, ce qu'aux Etats-Unis on appelle 'mountaintop removal' (mine à ciel ouvert). Les Adivasis de Khandadhara devraient prendre exemple sur la lutte des Dongria Kondh et sur les décisions des *gram sabha* [conseils villageois, ndlr].

Dans quelle mesure pensez-vous que les Dongria Kondh vont pouvoir résister aux pressions extérieures?

Ils ont clairement exprimé le fait que c'est leur territoire, leurs montagnes, et je suis sûr qu'ils n'accepteront pas le développement proposé par Vedanta.

La place des femmes dans la société dongria kondh est unique en Inde, comment expliquez-vous cela?

En effet, vous pouvez voir la différence dans leur manière de s'habiller – leur croyance en le *niyam* est visible dans l'an-

neau nasal en or et autres ornements qu'elles portent, ainsi que dans les tatouages sur leur front. Lorsque vous rencontrez des femmes dongria, vous comprenez que leurs attributs ne sont pas quelque chose qui est imposé par les hommes – les femmes sont en réalité les meilleures gardiennes de la tradition. Elles jouent un grand rôle dans l'agriculture et vendent elles-mêmes leur production. Les femmes se sont montrées très fortes dans la lutte pour la sauvegarde de Niyamgiri – comme dans tous les mouvements de défense de la terre et des ressources en Inde.

Parce qu'elles portent littéralement en elles les générations suivantes, les femmes comprennent souvent mieux que les hommes que le bien-être des générations futures dépend de la préservation de leur terre et de leur environnement et elles ont même plusieurs manières de le dire.

Quels rituels ont lieu lors de la fête des récoltes?

Comme le cycle annuel hindou, celui des Dongria est ponctué de plus d'une douzaine de fêtes. Les Dongria prennent part à plusieurs importantes fêtes hindoues, se rassemblant dans les villes pour participer à celles de Shiva, Jagannath et autres déités qu'ils considèrent comme les leurs. Leurs fêtes sont liées au cycle agricole naturel des 'premiers fruits'.

Dans ces fêtes de récoltes durant lesquelles ont lieu des sacrifices de buffles, les chamanes s'habillent en rouge comme les femmes, un sabre dans chaque main,

pour probablement personnifier Darni Pernu, la déesse de la Terre. En un sens, les sacrifices de sang sont considérés comme des offrandes à la Terre Mère et tous les animaux qui sont consommés sont sacrifiés – une mort sans doute meilleure que dans les abattoirs des 'sociétés civilisées'!

Le rite qui consiste à marcher sur des braises chaudes est pratiqué par les 'saints hommes' et par beaucoup de membres de la communauté et de villages hindous voisins. Je l'ai moi-même pratiqué, en suivant la tradition des Indiens d'Amérique du Nord. C'est un sentiment étonnant de découvrir que si l'on se détend et si l'on se concentre, on peut marcher sur des braises chaudes sans se brûler. Comme l'enseigne la tradition des Indiens d'Amérique du Nord, marcher sur des braises chaudes nous aide à nous concentrer sur un objectif et ce, dans tous les aspects de la vie.

Les Dongria Kondh et les autres tribus d'Inde sont perçus en Inde comme des arriérés. Qu'en pensez-vous?

Il s'agit d'un malheureux héritage de l'anthropologie de l'ère coloniale qui a produit les premières monographies des sociétés tribales indiennes. Elles y étaient toujours décrites comme primitives en tant que 'superstitieuses', 'non-économiques', 'analphabètes', etc. Les perceptions changent avec le temps parmi les plus éduqués, par exemple, la catégorie 'Groupes tribaux primitifs' a par exemple récemment été remplacée par 'Groupes

tribaux particulièrement vulnérables'.

Il est cependant intéressant de constater que lorsque certains d'entre nous se sont opposés à Vedanta qui qualifiait les Dongria d'"arriérés" lors de son assemblée générale à Londres, l'un des directeurs, Naresh Chandra, a justifié l'usage de ce terme sous prétexte qu'il apparaît dans la Constitution indienne, comme par exemple dans la catégorie 'Other Backward Castes' (autres castes arriérées) à laquelle appartiennent les Adivasis et les Dalits. Il y a donc encore du pain sur la planche, même sous l'angle de la perception officielle.

La théorie de l'évolution

En tant que descendant de Darwin, je ressens très fortement que la théorie de l'évolution a été mal comprise. Darwin démontre comment des milliers d'espèces se sont développées en relation les unes avec les autres selon des voies séparées et distinctes. Cependant, lorsque cette théorie a été appliquée à la société humaine, c'était toujours selon un schéma monolithique, comme si les sociétés traditionnelles se trouvaient au 'premier niveau de développement'. Les gens les plus éduqués le perçoivent toujours ainsi, même si la réalité ne confirme pas cette position! Considérer les peuples indigènes comme des gens primitifs et arriérés c'est faire soi-même preuve d'une mentalité arriérée! C'est une manière de percevoir les autres qui n'a pas évolué depuis l'ère coloniale.

Il faut comprendre que les sociétés tribales telles que les Dongria sont, dans certains domaines, bien plus évoluées que la société dominante qui, à bien des égards, peut se montrer arriérée ou sous-développée.

Comme par exemple dans la limitation de la prédation et le respect de la nature qui sont les bases d'une réelle durabilité ; dans les danses et chants traditionnels à travers lesquels les tribus se divertissent au lieu de devenir des consommateurs passifs de 'stars' médiati-



Manifestation des Dongria Kondh contre Vedanta, Niyamgiri. © Survival



Jeune femme dongria © Survival

ques; et dans un système de valeurs qui privilégie le partage par rapport à la compétition.

Si vous assistez à un conseil tribal, vous vous rendez compte que ce sont de vrais modèles de démocratie où les gens expriment leurs opinions sans crainte et où l'objectif poursuivi est le consensus. Ce qui est très différent du modèle général de la démocratie où seuls deux ou trois partis politiques sont engagés dans la compétition et l'opposition constantes, dans un système où les élections dépendent principalement du financement des partis. Il n'est pas étonnant que Vedanta ait récemment alloué des fonds importants au Congrès et au BJP [Bharatiya Janata Party ('parti du peuple indien'), l'un des principaux partis politiques en Inde, de tendance nationale-hindouiste, ndlr]!

En ce qui concerne la justice, contrairement au système de la société dominante, où l'un perd et l'autre gagne et où le verdict ne semble dépendre que du montant des honoraires encaissés par les avocats, celui des Adivasis permet aux parties de parler librement, avant que soit infligée une amende, généralement à

toutes deux, et de consacrer le montant de ces amendes à l'organisation d'un banquet de réconciliation. Pourriez-vous trouver justice plus civilisée que celle-là?

Lors de 12 réunions de conseils de villages (gram sabha), les Dongria Kondh ont unanimement, sans surprise, voté 'non' au projet minier dans leurs collines. Quel sera selon vous le résultat final?

Ces réunions ont été un exemple réellement impressionnant de démocratie participative et j'espère bien que le ministère de l'Environnement et des Forêts respectera cette décision en interdisant l'exploitation minière dans le Niyamgiri une bonne fois pour toutes.

La Cour suprême s'est montrée parfaitement honorable en ordonnant ce référendum, ainsi que le gouvernement de l'Orissa qui l'a organisé – même s'il n'a pas été mené dans plus de villages, comme les Dongria et leurs soutiens l'auraient souhaité. Cependant, l'impartialité de ce vote unanime doit être reconnue et louée.

Ce qui est également tout à fait remarquable c'est que les Dalit ont massivement voté avec les Dongria, alors que

dans d'autres régions ces communautés sont divisées. Les Dongria ont également rejeté la *patta* (propriété individuelle de la terre), ce qui rend plus facile l'application du *Forest Rights Act* (loi sur les droits forestiers). Village après village, ils ont insisté sur le fait que toute cette terre est la leur, en d'autres termes, qu'elle est une propriété collective, qui est le schéma tribal traditionnel de la gestion de la terre.

Il est à espérer que cet exemple mémorable de démocratie participative soit reconduit dans d'autres lieux et qu'il inspire d'autres mouvements de peuples qui luttent pour préserver l'intégrité de leurs territoires et de leurs écosystèmes.

Dans mon dernier livre (*Ecology, Economy: Quest for a Socially Informed Connection*, avec Ajay Dandekar et Jeemol Unni, Delhi 2012, Ed. Orient BlackSwan) je mets en valeur le système économique des Adivasis pour leur usage parcimonieux de l'environnement. Il est possible que le modèle dongria de démocratie participative inspire en Inde une transition majeure vers un système économique fondé sur des valeurs écologiques. ■

Les Sámi, un peuple gênant?

Les Sámi, longtemps appelés Lapons, sont le dernier peuple indigène d'Europe. Ils vivent depuis des millénaires dans l'extrême nord du continent, sur un territoire appelé Sápmi. Depuis les colonisations scandinaves, ils subissent violences, brimades et irrespect. De la christianisation forcée au déplacement de leurs populations, ou encore de l'interdiction de pratiquer leur langue, au fil de l'histoire, les Sámi ont sans cesse lutté pour leur survie. Ils se soulèvent aujourd'hui contre la surexploitation de leur territoire par des manifestations de protestation. Survival en a déjà fait l'écho à propos de l'une de leurs manifestations qui s'est déroulée à Gállok au cours de l'été 2013.

La situation s'aggrave pour le village sáme de Jáhká-gasska en Suède qui s'affronte depuis juillet dernier à la compagnie britannique Beowulf, laquelle projette d'ouvrir une mine de fer à Gállok. Aujourd'hui, de nouvelles menaces pèsent sur les Sámi dont le territoire fait l'objet de nombreuses convoitises.

Ainsi, la compagnie suédoise LKAB espère exploiter soixante-dix kilomètres carrés de pâturages d'hiver situés sur le territoire Sameby Girjas, menaçant gravement sa biodiversité. Ce même village sámi est également menacé par l'implantation d'un parc de 52 éoliennes.

La compagnie Nickel Mountain, quant à elle, projette l'ouverture de trois mines à Rönnbäck. Cette région est une zone de pâturages permanents du territoire Sameby Vapsten. Ces mines mettent directement en péril la rivière Ume et le lac de Gardiken.

Ces projets ne respectant pas leurs droits, en tant que peuple autochtone, le village de Sameby Vapsten et le Conseil Sámi ont porté l'affaire en justice, ainsi que devant le Comité des Nations-Unies pour l'élimination de la discrimination raciale. Si les Nations-Unies se sont prononcées en faveur des Sámi, appelant le gouvernement suédois à suspendre toute opération minière à Rönnbäck, ce dernier a rejeté leur demande, invoquant le fait que la démarche était trop prématurée et qu'elle manquait d'arguments établissant que les Sámi étaient victimes de discrimination raciale.

A ces quelques exemples du boom minier destructeur, sans précédent pour les éleveurs de rennes et la nature qui les fait vivre, il faut ajouter les villages sámi de Saarivuoma, Laevas, Gabna et la menace que constitue pour eux la nouvelle mine de Kaunisvaara. Ou bien encore la quinzaine de permis de prospection accordés dans le secteur de la rivière Kalix vers Nikkaluokta, non loin des montagnes du Kebnekaise, près de Kiruna. Il a de surcroît été récemment annoncé que l'exploitation minière était tolérée dans les réserves naturelles.

La résistance s'organise

Lors du marché d'hiver de Jokkmokk, différentes actions de protestations ont eu lieu. Environ 500 personnes se sont réunies, dont de nombreux jeunes, au cours d'une manifestation d'opposition à la politique minière gouvernementale et aux compagnies minières.

L'extrême droite suédoise, qui n'était pas en reste sur le marché, a accentué sa pression sur les Sámi et, selon eux, n'aspire qu'à l'extermination de leur peuple.



Manifestation sámi au marché de Jokkmokk. © Norrasjäl



Au marché de Jokkmokk © Norrasjäl

Harcèlements et provocations sont de plus en plus courants envers les Sámi. A Stockholm, la jeune artiste militante sámi, Mimi Mäarak, a été violemment agressée il y a peu, par un groupe de néo-nazis.

Développement

Comme nous l'avons vu, le territoire sámi subit des agressions de toutes parts : industries forestières, minières, éoliennes... Le gouvernement a déclaré l'industrie minière d'intérêt national et prioritaire sur l'élevage du renne. De nombreux permis d'exploration ont été délivrés au sein du territoire sámi, malgré la demande du Parlement Sámi de renoncer à y mener de nouvelles exploitations. Des activités minières à ciel ouvert sont pourtant actuellement prévues dans les dix ou quinze années à venir. Ces activités détruisent les sols, polluent les eaux avec des métaux lourds, laissant une nature stérile et inhospitalière, mettant dangereusement en péril les générations futures.

Le renne est au cœur de la culture du peuple sámi. 'Mon peuple vit avec les rennes depuis des milliers d'années, dit un pasteur sámi. Nous sommes devenus

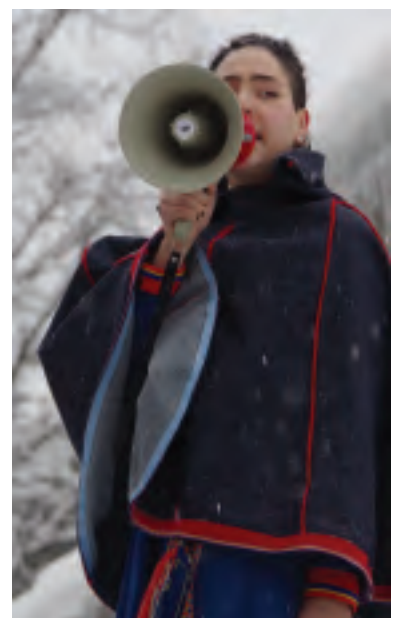
très proches ; on peut dire que nos âmes se touchent ou mieux encore, qu'elles ne font qu'une'. L'élevage du renne est une activité respectueuse de l'environnement, et qui souvent, se perpétue chez les éleveurs sámi de génération en génération, créant des emplois durables, dans une nature respectée.

“Mon peuple vit avec les rennes depuis des milliers d'années. Nous sommes devenus très proches; on peut dire que nos âmes se touchent, ou mieux encore qu'elles ne font qu'une.”

Le président du Parlement Sámi estime que la seule alternative pour le Sápmi et son peuple est celle du développement durable 'qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins'.

La Suède, contrairement à d'autres pays scandinaves, n'a toujours pas ratifié la Convention 169 relative aux peuples

indigènes et tribaux de l'OIT, un traité international contraignant qui protège et reconnaît les droits des peuples indigènes et tribaux à la propriété foncière ainsi que leurs droits à être consultés sur les projets qui affectent leurs terres ou leurs moyens de subsistance. La Suède saura-t-elle écouter la voix des Sámi ? ■



Manifestante au marché de Jokkmokk © Norrasjäl

Quand la musique s'arrêtera...

Quel avenir pour les Jumma du Bangladesh ?

Les Mro sont un peuple indigène du Bangladesh appartenant au groupe ethnique jumma (terme dérivé de *jhum*, en référence à leur pratique d'agriculture sur brûlis). Forts d'une population estimée à environ 50 000 personnes, les Mro vivent dans la région des Chittagong Hill Tracts (CHT), des collines recouvertes de jungle qui s'étendent à l'est du delta du Gange et du Brahmapoutre, au-delà de la

ner le *tro*, violon à deux cordes, ainsi que les *plung* et *rina plung*, orgues-à-bouche fabriqués à partir de bambou et de calebasses cultivées dans les *jum* (jardins à flanc de colline). Aussi entend-on, lors de la saison des pluies, les chants des hommes accompagnés au *tro* et au *rina plung* dans les *kim-tom* (pièces de vie des maisons traditionnelles). Les *plung*, quant à eux, sont décorés et joués en orchestre pour accompagner les danses communautaires (*plai*). Mais pour combien de temps ?

En perpétuant la fabrication de ces instruments traditionnels, les Mro assurent la pérennité d'un grand nombre de rituels et de cérémonies. Mais cette pratique est aujourd'hui menacée par la raréfaction des matériaux nécessaires à leur fabrication en raison d'une déforestation massive, de l'accaparement des terres et de l'appauvrissement des sols. En outre, ces savoirs se transmettent de plus en plus difficilement, les nouvelles générations, étant peu intéressées ou trop éloignées des villages.

Les Chittagong Hill Tracts ont été portées sur la scène internationale dans les années 1980 à la suite du conflit armé qui éclata en 1977 entre les forces armées du Bangladesh et le parti politique jumma, le *Jana Samhati Samiti*. En 1997, la guerre civile prit fin et des accords de paix furent signés entre les leaders jumma et le gouvernement du Bangladesh, reconnaissant le système de gouvernance traditionnel et posant les bases de l'autodétermination des populations autochtones. Cela fait maintenant plus de 15 ans et ces accords ne sont toujours pas appliqués. Aujourd'hui encore, des violations des droits de l'homme et des conflits violents perdurent dans cette région sinistrée. Les populations jumma y sont



Ci-dessus : joueurs de *rina plung* et de *tro* à Kwangua Kwa.
Page de droite, en haut : *Plai* (danse) lors d'une fête communautaire ; en bas : *kim tom*, pièce de vie d'une maison communautaire mro.
© Engraphhein

plaine de Chittagong, à cheval entre le Bangladesh et la Birmanie. C'est sur les pentes d'un contrefort de la chaîne himalayenne, près des rivières qui y coulent, que les Mro pratiquent l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la cueillette. Ils construisent eux-mêmes leurs habitations sur pilotis en vannerie. Leur mode de vie traditionnel leur permet de vivre en quasi-autonomie.

La musique, chantée ou dansée, est au cœur de la culture et de l'identité mro. Elle résonne toujours à Kwangua kwa, village au sud de Bandarban. Seuls quelques hommes savent encore confection-

* Co-fondateurs de l'association Engraphhein
www.engraphhein.org



les minorités les plus persécutées. Leurs droits sont régulièrement bafoués, en témoignent les nombreux et récurrents actes d'intimidation et de torture dont ils sont l'objet. Outre le pillage et la destruction d'habitations comme de lieux sacrés, les viols et les meurtres restent encore trop souvent impunis, quelle que soit la proximité entretenue par les coupables avec l'Etat.

Cette impunité s'inscrit dans un climat de répression instauré par le gouvernement qui poursuit sa politique d'accaparement des terres indigènes. Il attise ainsi les conflits interethniques et étouffe peu à peu les populations jumma, aujourd'hui minoritaires sur leurs terres ancestrales. Mais cette situation est passée sous silence et tout est fait pour que ces peuples et leurs modes de vie s'éteignent progressivement. En 2011, un amendement de la Constitution nationale faisait référence aux groupes indigènes du pays en tant que 'races mineures'.

Le gouvernement impose un contrôle très fort sur la région des CHT où sont installés de nombreux camps militaires. Il va même jusqu'à refuser l'entrée sur le territoire aux organisations internationales. La discrimination à l'encontre des populations autochtones implique de fortes restrictions sur les déplacements. En

outre, dans le district de Bandarban, qui abrite la plus grande diversité des communautés jumma de la région, l'administration locale des collines a donné des instructions interdisant aux ressortissants étrangers de parler avec les groupes autochtones ou religieux sans la présence d'un officier responsable. Ces restrictions, officiellement mises en place pour assurer la sécurité des visiteurs, contribuent à entretenir un climat d'intimidation et de peur pour les résidents des CHT.

Dans ces conditions, comment envisager sereinement l'avenir des peuples indigènes de la région ? Le climat actuel asphyxie progressivement leurs modes de vie traditionnels et leurs cultures. La

surpopulation de la région, programmée par le gouvernement dans sa politique d'accaparement des terres, réduit inexorablement les surfaces cultivables et le temps de repos de la terre. C'est l'abandon progressif de l'agriculture sur brûlis et de tout le système rituel l'accompagnant. En détruisant l'un des symboles identitaires des différentes communautés jumma, c'est le maintien du mode de vie et de la reproduction sociale de ces peuples qui est en péril.

Quand ils seront à bout de force, quand l'héritage d'une politique de discrimination recouvrira leur mode de vie et leur système rituel, quand la musique s'arrêtera, il sera trop tard. ■



Vivre sans eau

Les Mikea de Madagascar



La joie de vivre des enfants autour d'un morceau de babo fraîchement récolté. © Marie Le Coze

Entre légende et réalité, les Mikea sont l'un des peuples les plus mystérieux de Madagascar. Pour certains, ils sont assimilés à des Pygmées de par leur petite taille et leur mode de vie, pour d'autres ce sont des Vazimba, les premiers habitants hypothétiques de l'île. Certains parlent même de petits êtres poilus qui deviennent invisibles quand des étrangers, les Vazaha, approchent. Ils sont aujourd'hui menacés par la déforestation de leur territoire.

* Ethnobotaniste/naturaliste
<http://marielecoze.wix.com/zampela>

Les Mikea sont le dernier peuple de chasseurs-cueilleurs nomades de Madagascar. Bien qu'ils vivent essentiellement de la chasse et de la cueillette, ils ont aujourd'hui tendance à se sédentariser. Leur territoire, situé au sud-ouest du pays, est recouvert d'une forêt sèche épineuse. Les conditions climatiques rendent la vie particulièrement difficile dans cette partie de l'île où la forêt, singulièrement inhospitalière, fournit très peu d'ombre et où l'eau est quasiment inexistante.

L'histoire des Mikea est assez complexe. Ils restent très peu connus, voire même souvent inconnus des autres Malgaches de l'île et il n'existe que très peu

d'études à leur sujet. Les hypothèses avancées de leurs origines diffèrent sensiblement, certains allant jusqu'à nier leur existence.

Les premières descriptions des Mikea remontent à 1936. Pour les premiers auteurs, les Mikea étaient les derniers chasseurs-cueilleurs de Madagascar. Selon certaines idées traditionnelles malgaches, les Mikea seraient une population primitive distincte des Malgaches.

Dans les années 1920, les deux groupes présents dans cette région étaient les Vezo et les Mikea, chacun avec un mode de vie bien particulier. Les Vezo étaient des pêcheurs qui vivaient sur la côte. Les Mikea étaient des nomades chasseurs-cueilleurs qui vivaient dans la forêt située entre

le littoral et la Route nationale 9. Puis arrivent les Masikoro, une autre ethnie du Sud dont l'activité principale est l'élevage de zébu. Les trois groupes cohabitent, chacun avec sa spécialité : les Vezo, pêcheurs sur la bande côtière, les Mikea, chasseurs-cueilleurs dans la forêt, et les Masikoro, éleveurs en savane.

Les Mikea ont une culture qui leur est propre, cependant ils ont de nombreux échanges avec les Vezo et les Masikoro. De fait, il n'y a pas de lignage réellement mikea. Les Mikea seraient issus de groupes des Masikoro d'après les similitudes de leur dialecte, et un nom générique leur aurait été donné. Dans cette région, on trouve plusieurs groupes de même descendance appartenant aux Mikea. Donc, deux hypothèses se côtoient sur leur origine.

Pendant longtemps, les Mikea n'attiraient pas l'attention, ce qui leur convenait très bien. Ils ont cherché à échapper successivement au contrôle et aux agressions des dynasties malgaches depuis le XVII^e siècle, puis des colons français et, finalement, des gouvernements indépendants successifs de Madagascar. Aujourd'hui, leur stratégie s'inverse. Ils doivent se faire connaître et se faire entendre. Ils ne peuvent plus fuir et se cacher. Leur survie en dépend.

Vivre sans eau

Les Mikea sont le seul peuple capable de se passer totalement d'eau. Les plantes qui poussent spontanément dans leur forêt sont une des principales ressources qu'ils utilisent. Le babo (*Dioscorea bemandry*), est la plante essentielle à leur survie dans cette région aride où l'eau est une denrée rare, voire quasi inexistante. Les Mikea ont réussi à pallier le manque d'eau par les tubercules de babo.

Lorsque l'eau fait défaut, le jus de babo est utilisé dans les préparations. Le jus de ce tubercule est extrait en râpant sa chair avec une petite râpe, ou une coquille d'escargot de grande taille. Le babo râpé est ensuite filtré avec un morceau de tissu et pressé afin d'en exprimer le jus utilisé en solution aqueuse. Sa chair est blanche avec une texture crue proche de celle de la pastèque, mais non su-



Zeny, une des anciennes qui raconte comment c'était avant. © Marie Le Coze

crée. Le babo est consommé cru principalement, car c'est sous cette forme qu'il hydrate le plus. Il peut aussi être cuit sous la cendre ou grillé au feu de bois.

Identité en danger

Comme toutes les forêts malgaches, la forêt des Mikea n'est pas épargnée par la déforestation. Malgré sa protection par sa mise en statut d'aire protégée et la création officielle du Parc national Mikea en 2011, cette forêt est en train de disparaître, entraînant avec elle la modification du mode de vie mikea et une perte de leur savoir traditionnel. Ces connaissances font pourtant partie du patrimoine de Madagascar.

Actuellement, la société mikea subit de nombreuses transformations. Ils ont réussi à s'adapter pour vivre dans une zone au climat sec et aride grâce au babo. Cependant, malgré leur adaptation, leur survie est difficile. Leur mode de vie traditionnel est de moins en moins viable dans les conditions actuelles. La forêt ne peut plus leur apporter suffisamment de ressources pour qu'ils puissent en vivre convenablement. Malgré la mise en réserve et la création du Parc national mikea, la déforestation continue et la forêt des Mikea se réduit. Les Mikea sont donc contraints de quitter peu à peu leur mode de vie forestier, malgré leur désir d'indépendance et leur indifférence au confort

des villages. Ils deviennent sédentaires plus ou moins rapidement selon les sites. Cette sédentarisation rapide entraîne une difficulté d'adaptation. L'adaptation à un nouveau milieu et à un nouveau mode de vie est le défi majeur auquel ils doivent aujourd'hui faire face. Comme le déplore un père de famille mikea : 'Les enfants ont la peau fripée comme des vieux lorsqu'ils n'ont pas de babo. Je suis inquiète, comment vont-ils tenir jusqu'aux prochaines pluies ? Il se peut que des enfants meurent de faim avant la prochaine saison. Ils ne mangent pas assez'. ■

Quelques références

- Plan de sauvegarde sociale et environnementale du Parc National Mikea, Repoblikan'I Madagasikara, Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme, Madagascar National Parks.
- Dina J, Hoerner JM, 1976. *Étude sur les populations Mikea du sud-ouest de Madagascar*. Omaly sy anio 3, 269-286.
- Molet L, 1958. 'Aperçu sur un groupe nomade de la forêt épineuse des Mikea'. *Bulletin de l'Académie malgache*, XXXVI, 241-243.
- Razafindrazaka H. 2010. *Le peuplement humain de Madagascar : Anthropologie génétique de trois groupes traditionnels*, Thèse de doctorat en Biotechnologie, Anthropologie, Université Toulouse III Paul Sabatier, 279 p.

Echos des campagnes

Kenya

Expulsion des Sengwer

En janvier, Survival a appris que le gouvernement kenyan projetait d'étendre jusqu'aux collines de Cherangany son programme d'expulsion des Sengwer, l'une des dernières tribus de chasseurs-cueilleurs d'Afrique de l'Est. L'offensive sur cette tribu, qui préserve ce territoire du Kenya occidental depuis des centaines d'années, est catastrophique, le gouvernement visant à promouvoir des projets de conservation des ressources forestières destinées aux zones urbaines. Dans la forêt Embobut, sur les collines de Cherangany, un millier de maisons ont déjà été incendiées, des dizaines de milliers de Sengwer natifs de la région seront expulsés de chez eux. L'Office des forêts qui mène les expulsions est financé par la Banque mondiale et le gouvernement finlandais. Les Sengwer appellent l'opinion publique internationale à soutenir leur cause.

Violente éviction des Ogiek

En février, Survival a reçu des rapports inquiétants selon lesquels les autorités kenyanes avaient détruit les maisons des Ogiek, une tribu de chasseurs-cueilleurs qui vit dans la forêt de Mau, des politiciens locaux et leurs influents partisans ayant demandé l'expulsion de la tribu. Le gouvernement kenyan viole ainsi non seulement les droits constitutionnels des Ogiek mais aussi une décision rendue par la Cour de l'Union africaine des droits de l'homme et des peuples. En mars 2013, cette dernière avait ordonné au gouvernement de mettre un terme aux expulsions du peuple ogiek.

Botswana

Appel au boycott du tourisme

A l'occasion de la journée mondiale du tourisme, le 27 septembre, Survival a lancé un boycott touristique au Botswana en réponse à la politique gouvernementale visant à expulser de force les Bushmen de la Réserve du Kalahari central (CKGR) tout en promouvant cette région comme une destination touristique de premier plan. Sur le site officiel du Botswana, le tourisme dans la réserve est décrit comme 'une expérience unique dans une nature sauvage intacte' et présente une image idyllique des Bushmen en tenue traditionnelle. Aucune mention n'est faite sur l'acharnement dont fait preuve le gouvernement pour expulser de force les Bushmen au nom de la conservation. Survival a écrit à des dizaines de tour-opérateurs en Afrique, en Europe et

aux Etats-Unis leur demandant de suspendre leurs circuits au Botswana eu égard aux mauvais traitements infligés à ces derniers chasseurs bushmen d'Afrique qui sont persécutés par le gouvernement depuis des décennies.

Fracturation hydraulique

Selon une enquête réalisée pour le film documentaire *The High Cost of Cheap Gas* (Le coût élevé du gaz bon marché) et le quotidien britannique *The Guardian*, une grande partie de la Réserve du Kalahari central au Botswana a été ouverte à des compagnies énergétiques internationales qui vont utiliser la technique controversée de fracturation hydraulique. Une carte révélée par une fuite montre que des concessions d'exploration ont été accordées sur la moitié de la Réserve – un territoire plus grand que la Suisse – ce qui fait craindre l'accaparement des terres, la baisse et la contamination des eaux et des dommages irréparables au fragile écosystème indispensable à la survie des Bushmen et de la faune. Ces révélations éclairent sur l'hypocrisie du président du Botswana, Ian Khama, qui est membre du conseil d'administration de l'ONG Conservation International. Le gouvernement de Khama fait activement la promotion du tourisme dans la réserve tout en expulsant les Bushmen de leurs terres au nom de la conservation.

Afrique

Ethiopie et Botswana sur la sellette

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), la principale autorité en matière de droits de l'homme sur le continent africain, a appelé en novembre à la suspension du processus de relocalisation forcée des tribus de la vallée inférieure de l'Omo en Ethiopie et a exprimé sa préoccupation face à la violation des droits fondamentaux des Bushmen du Botswana. La politique éthiopienne de 'villagisation' est appuyée par l'armée et de nombreux rapports ont fait surface sur les assassinats, mauvais traitements, viols, et détention arbitraire des peuples indigènes de la région. L'un, récent, de l'Oakland Institute, a révélé que, malgré les enquêtes menées par les bailleurs de fonds qui ont découvert les graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre des peuples de la vallée de l'Omo, ceux-ci n'ont pris aucune mesure et sont les complices et les partisans obstinés d'une stratégie de développement qui, non seulement, aura des effets dévastateurs et irréversibles sur l'environnement et les ressources naturelles,

mais détruira les moyens de subsistance de centaines de milliers d'autochtones. La CADHP a également lancé un appel urgent au président du Botswana pour avoir privé les Bushmen de leur droit d'être assistés par un avocat. Me Gordon Bennett a été interdit d'entrée dans le pays en juillet dernier pour l'empêcher de plaider dans le procès opposant les Bushmen au gouvernement sur la question de leurs droits territoriaux.

Ethiopie

Aveuglement de l'USAID

Le Congrès américain a pris des mesures afin d'empêcher que l'aide humanitaire apportée par l'USAID en Ethiopie ne soit utilisée pour financer l'expulsion forcée des tribus de la vallée de l'Omo qui sont violemment expulsées de leurs villages pour faire place à de lucratives plantations de coton, palmiers à huile et canne à sucre, dont l'irrigation sera rendue possible par le barrage controversé Gibe III. Transférées dans des camps de relocalisation, les tribus autrefois auto-suffisantes n'auront plus accès à leur bétail ni à leurs terres et, en conséquence, ne seront plus capables de subvenir à leurs besoins. Des actes d'intimidation accompagnés de mauvais traitements et de viols sont fréquemment commis contre ceux qui résistent à la relocalisation. Suite à un rapport de Survival, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a écrit au gouvernement éthiopien l'exhortant à mettre fin aux relocalisations forcées des tribus de la vallée inférieure de l'Omo.

Paris

Nouvelle vente d'objets sacrés hopi

Une maison de vente aux enchères a annoncé en novembre la mise en vente de plusieurs Katsinam – objets sacrés de la tribu hopi d'Arizona – quelques mois après une vente similaire qui avait provoqué l'indignation de l'opinion internationale (voir *Nouvelles* 88). Les Hopi et Survival, représentés par Me Pierre Servan-Schreiber ont une nouvelle fois saisi le tribunal pour obtenir le retrait des objets sacrés hopi. Ignorant notre requête, le tribunal a maintenu la vente qui a eu lieu en décembre. Une fondation nord-américaine a heureusement acquis la presque totalité des objets pour les restituer aux Hopi.

Malaisie

Répression des Penan

1400 Penan ont été informés qu'ils devaient être déplacés pour faire place au barrage de

Murum, le premier de 12 nouveaux complexes hydroélectriques prévus dans l'Etat du Sarawak. Les Penan de deux villages, Long Wat et Long Malim, ont déjà été déportés dans l'un des sites de relocalisation, mais les autres villages résistent en exigeant plus de terres et de meilleures compensations. Les Penan bloquent le site du barrage de Murum depuis le mois de septembre. Ce barrage inondera les maisons forestières des Penan et des Kenyah. Une dizaine de Penan, dont un enfant de 13 ans, ont été arrêtés sur le site du barrage et placés en garde à vue. Survival qui a condamné l'arrestation et la détention des Penan appelle le gouvernement malaisien à suspendre la mise en eau du barrage jusqu'à ce que les revendications des Penan soient satisfaites et qu'ils aient donné leur consentement libre, préalable et éclairé au processus de relocalisation.

Indonésie

Enquête sur un massacre

Un tribunal civil australien, saisi quinze ans après l'affaire du massacre qui a eu lieu en 1998 sur l'île de Biak en Papouasie occidentale, a rapporté en décembre que les soldats et la police 'avaient tué un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants, qu'ils les avaient torturés et mutilés, que des femmes et des jeunes filles avaient été violées et sexuellement mutilées' et que des prisonniers étaient morts en détention. Il a conclu que le gouvernement indonésien avait tenté de minimiser la gravité de ce drame et qu'aucune mesure n'avait été prise contre 'les personnes qui s'étaient rendues coupables de crimes contre l'humanité perpétrés contre des civils innocents'. Des témoins ont dit avoir vu des soldats et des policiers tirer sur la foule et des navires chargés de cadavres prendre le large. Le massacre a été perpétré lors de la levée du drapeau de la Papouasie occidentale interdit sur Biak. Survival espère que les États-Unis et les gouvernements britannique et australien qui entraînent l'armée indonésienne, prendront cette enquête au sérieux.

Guyana

Un barrage destructeur

Un rapport publié en novembre révèle que le gouvernement du Guyana projette de construire plusieurs barrages en amont de la rivière Mazaruni qui inonderont la totalité du territoire des Indiens akawaio ainsi que celui d'une communauté d'Indiens arekuna. Le gouvernement du Guyana a maintenu ce projet dans le plus grand secret. Il avait été suspendu dans les années 1970 suite au retrait de plusieurs investisseurs – dont la Banque mondiale – qui avaient été alertés par une vaste

campagne de protestation des Akawaio et de Survival. Ce projet porterait de graves préjudices aux Indiens et détruirait à jamais la biodiversité d'une région de forêts luxuriantes rendue célèbre par l'ouvrage d'Arthur Conan Doyle *Le Monde Perdu*. Devant l'invasion de leurs terres par un nombre croissant d'orpailleurs guyanais et brésiliens, les Akawaio appellent depuis plusieurs années le gouvernement du Guyana à reconnaître leurs droits territoriaux collectifs. En 1998, ils ont porté l'affaire devant la Haute Cour du Guyana, mais 15 ans plus tard, après de nombreux ajournements et délais, la Cour n'a toujours pas rendu sa décision.

Pérou

Ruée mortelle sur le pétrole et le gaz

Survival a exhorté en décembre James Anaya, Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones, qui devait se rendre au Pérou, à intervenir pour protéger les Indiens isolés de la course agressive au pétrole et au gaz sur leurs terres. Cet appel est soutenu par près de 130 000 sympathisants de Survival qui ont appelé le président du Pérou à arrêter l'invasion des terres des Indiens isolés. Les projets d'exploitation pétrolière et gazière couvrent déjà 75 % de l'Amazonie péruvienne, plaçant les intérêts étrangers au-dessus de la vie des Indiens. En mars 2013, le Comité des Nations-Unies pour l'élimination de la discrimination raciale avait demandé la suspension immédiate des projets d'expansion de Camisea suite à une plainte des organisations indiennes péruviennes.

Paraguay

Une réserve de biosphère en péril

Le Paraguay a provoqué l'indignation en accordant en décembre à des éleveurs de bétail une licence les autorisant à raser au bulldozer une réserve de biosphère de l'Unesco qui est également le dernier refuge des Indiens isolés ayoreo. Les Ayoreo ont exprimé leur indignation devant cette nouvelle violation de leurs droits. Les images satellite révèlent que la compagnie brésilienne d'élevage bovin Yaguarete a déjà commencé à détruire de vastes étendues de forêt habitée par les Ayoreo isolés. La viande de son cheptel étant destinée au marché européen, Survival a saisi la Commission européenne sur ses activités illégales.

Une autre victime du progrès

Chiri Etacore, un Indien ayoreo-totobogoso a succombé en octobre à une maladie pulmonaire. Il est la dernière victime d'une épidémie de tuberculose et de maladies similaires qui dévastent les villages ayoreo-totobogoso du Paraguay. La

plupart des Ayoreo du nord du pays et de la Bolivie ont été contactés et réinstallés de force, mais certains restent encore isolés dans la forêt, évitant tout contact avec le monde extérieur. Chiri faisait partie d'un important groupe d'Ayoreo capturés lors d'une chasse à l'homme en 1986, une expédition dans laquelle une organisation missionnaire fondamentaliste était étroitement impliquée. Cet incident avait provoqué une vague d'indignation mondiale ainsi qu'une campagne victorieuse de Survival visant à empêcher toute autre incursion missionnaire chez les Indiens isolés. Chiri, comme de nombreux autres Ayoreo qui ont été chassés de la forêt, souffrait depuis d'une maladie pulmonaire chronique, victime de la négligence des services de santé paraguayens vis-à-vis des communautés ayoreo récemment contactées.

Brésil

Réoccupation territoriale

En septembre dernier, les Indiens guarani ont mené une courageuse '*retomada*' (réoccupation) de la plantation de canne à sucre installée sur leur terre ancestrale, avec à leur tête une femme, Damiana Cavanha, leader de la communauté d'Apy Ka'y, dont le mari et les trois enfants sont morts sur la route au bord de laquelle ils vivaient depuis dix ans dans des conditions misérables. Leur campement avait été mystérieusement détruit dans un incendie le mois précédent. C'était la quatrième fois que cette communauté réoccupait son '*tekoha*' (territoire ancestral) dans l'Etat du Mato Grosso au Brésil depuis que les éleveurs s'y sont installés il y a 15 ans. A chacune de leurs tentatives de réoccupation, les Guarani ont été brutalement expulsés par les éleveurs. Ils ont depuis reçu trois menaces de mort. La situation de cette communauté n'est pas exceptionnelle chez les Guarani du Brésil qui sont de plus en plus victimes des violentes attaques des fermiers qui occupent leur territoire. Le gouvernement qui fait preuve d'une grande inertie dans la démarcation des terres indigènes est manifestement à la merci du lobby agricole, puissant et influent.

Non au pétrole

Suite à une rencontre en septembre durant laquelle les Matsés, les Marubo, les Matis et les Kanamary du territoire indigène de la vallée du Javari ont discuté des projets que les gouvernements brésilien et péruvien planifient près de leurs forêts, ceux-ci ont, dans une lettre ouverte, demandé au procureur général du Brésil et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme d'appeler les deux gouvernements à empêcher toute exploration pétrolière dans la région. Les Indiens matsés qui vivent de part et d'autre de la frontière

s'opposent fermement au géant pétrolier canadien Pacific Rubiales qui a déjà commencé à explorer le pétrole en Amazonie péruvienne. La vallée du Javari abrite la plus grande concentration de tribus isolées au monde qui sont particulièrement vulnérables, dépendant entièrement de leur forêt pour survivre. Tout contact avec les ouvriers pétroliers peut être fatal pour les Indiens qui ont peu d'immunité face aux maladies extérieures. Ils ne veulent pas que se répète la tragédie dont ils ont été victimes dans les années 1970 et 1980, lorsque des projets menés par la compagnie brésilienne Petrobras avaient détruit leurs maisons et leurs jardins, fait disparaître les lacs et les rivières, pollué les sources des cours d'eau, causant la mort de plusieurs Indiens, exposé leurs communautés aux maladies et la région au paludisme, et pollué la faune et la flore.

Assassinat d'un leader guarani

Le chef indien guarani et acteur de cinéma Ambrósio Vilhalva a été assassiné début décembre, après avoir lutté pendant des décennies pour les droits territoriaux de sa tribu et reçu de nombreuses menaces de mort. Il avait tenu le rôle du personnage principal dans le film primé *Birdwatchers – La Terre des hommes rouges* sur les luttes territoriales des Guarani et avait voyagé dans le monde entier pour dénoncer la situation dramatique de sa tribu et inciter le gouvernement brésilien à protéger les terres guarani. Les Guarani de Guyra Roka ont été expulsés de leurs terres par les fermiers il y a plusieurs décennies. Pendant des années, ils ont vécu dans la misère au bord d'une route. En 2004, ils ont pu réoccuper une partie de leurs terres ancestrales où ils vivent désormais, mais la plus grande partie de leur territoire a été déforestée pour faire place à de vastes plantations de canne à sucre. Les Guarani connaissent l'un des taux d'homicides les plus élevés au monde et la spoliation de leur terre est au cœur de toutes les violences qu'ils subissent.

La santé des Yanomami en péril

Les Indiens yanomami du Brésil et du Venezuela se sont réunis en octobre au Venezuela pour discuter de leurs droits et des politiques nationales avec des représentants gouvernementaux des deux pays, des organisations indigènes et des ONG de soutien aux Yanomami. Les questions de santé et d'impact des mines d'or ont été débattues. Les Yanomami des deux pays sont gravement affectés par l'invasion des orpailleurs clandestins sur leurs terres. *'La situation à la frontière du Brésil et du Venezuela est très grave, de nombreux campements miniers clandestins y sont établis générant violence et épidémies, la destruction de nos terres et la contamination des cours d'eau... Notre santé sera compromise tant que notre territoire ne sera pas protégé'* ont déclaré les Yanomami.

En août, les Nations-Unies ont exprimé leur vive préoccupation face à l'impunité dont jouissent les orpailleurs clandestins et ont appelé le Venezuela à mener une enquête exhaustive sur les responsables des crimes violents contre les Yanomami et les Indiens yukpa de l'ouest du pays.

Expulsion des envahisseurs des Awá

En novembre le Brésil a enfin pris les premières mesures pour expulser les milliers de bûcherons illégaux et de colons du territoire des Indiens awá, considérés par Survival comme la tribu la plus menacée de la Terre. Mais tandis que la nouvelle des expulsions imminentes se répand, les éleveurs et les exploitants forestiers se mobilisent et appellent à ce que le territoire awá perde son statut de territoire indigène. Le ministre brésilien de la Justice a reçu plus de 57 000 lettres de sympathisants de Survival du monde entier lui demandant de prendre des mesures d'urgence. Suite à une pétition présentée par Survival et l'ONG brésilienne CIMI, le gouvernement fait l'objet d'une enquête du principal organisme de droits de l'homme des Amériques sur la situation des Awá. De nombreuses personnalités, dont la star hollywoodienne Gillian Anderson, la créatrice de mode britannique Vivienne Westwood, le photographe brésilien Sebastião Salgado et l'acteur Colin Firth soutiennent activement cette campagne.

Manifestation mondiale

Des manifestations ont eu lieu en octobre dans tout le Brésil et dans le monde entier contre des projets de loi visant à affaiblir les droits constitutionnels des Indiens au nom du progrès industriel et du développement. Les sympathisants de Survival International ont manifesté le 2 octobre devant l'ambassade du Brésil à Londres en soutien aux milliers d'Indiens brésiliens qui se sont rassemblés dans tout le pays pour protester contre le déni de leurs droits constitutionnels. Plusieurs projets de loi sont à l'étude qui, s'ils étaient adoptés, réduiraient considérablement le contrôle des Indiens sur leurs terres et menaceraient la survie de nombreux groupes particulièrement vulnérables, comme les Indiens isolés. La proposition d'un amendement constitutionnel accorderait au Congrès brésilien – fortement influencé par le lobby agricole anti-Indien – le pouvoir de participer à la démarcation des territoires indigènes. Un projet de loi en cours de discussion ouvrirait les territoires indigènes aux forces armées, à l'exploitation minière, aux barrages et autres projets industriels, et un autre permettrait l'ouverture des territoires indigènes à l'exploitation minière à grande échelle. Ces lois seraient désastreuses pour les Indiens du Brésil comme les Guarani qui ont été spoliés de la plus grande partie de leurs territoires.

Action urgente Les Ayoreo du Paraguay



Des images satellite ont prouvé que la compagnie brésilienne d'élevage Yaguarete Porá S.A a illégalement déboisé un territoire habité par des Indiens ayoreo isolés du Paraguay. Les Ayoreo déjà contactés revendiquent ce territoire depuis une vingtaine d'années. Mais pour les Ayoreo isolés, il s'agit d'une question de survie. Ils risquent d'être décimés en cas de contact avec leurs envahisseurs car ils n'ont pas d'immunité contre les maladies introduites par les étrangers. Nombre d'entre eux sont morts suite à leur premier contact avec le monde extérieur.

Agissez

Ecrivez au directeur de la compagnie Yaguarete pour lui demander de suspendre d'urgence ses activités sur le territoire ancestral des Ayoreo et de le restituer à ses propriétaires légitimes. Inspirez-vous du modèle suivant pour écrire votre propre lettre.

M. Marcelo Bastos Ferraz
Yaguarete Porá S.A.
Manuel Pérez, N° 579
Asunción, Paraguay

Monsieur,

Je suis extrêmement préoccupé par les activités menées au Paraguay par votre compagnie.

Les autorités paraguayennes ont confirmé que votre compagnie a illégalement détruit la forêt habitée par des membres isolés de la tribu des Ayoreo-Totobogiosode.

Les Indiens isolés qui n'ont aucune immunité contre les maladies communes risquent d'être décimés en cas de contact avec des étrangers.

Les Ayoreo revendiquent depuis une vingtaine d'années la zone que votre compagnie exploite au cœur même de leur territoire ancestral. En dépit de l'extrême vulnérabilité de cette tribu, Yaguarete Porá continue de détruire sans relâche leur forêt pour faire place à l'élevage de bétail.

Les Ayoreo ne peuvent pas survivre si leurs droits territoriaux, garantis par la législation paraguayenne et la Convention 169 de l'OIT, ne sont pas respectés.

C'est pourquoi je vous prie instamment de renoncer à toute activité dans cette région et de prendre les mesures qui s'imposent pour restituer ce territoire à ses propriétaires légitimes, les Ayoreo.

Dans cet espoir, je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.